

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 06/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS EDPR France Holding**  
25, QUAI PANHARD ET LEVASSOR  
75013 Paris

Références : 12-CRARC-2025-53  
Code AIOT : 0006811119

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement SAS EDPR France Holding implanté Parc éolien de La Bouleste II Le Puech de Cun - Voie communale n° 10 12450 Flavin. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection porte essentiellement sur le respect des contrôles réglementaires liés à la maintenance des éoliennes.

### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS EDPR France Holding
- Parc éolien de La Bouleste II Le Puech de Cun - Voie communale n° 10 12450 Flavin
- Code AIOT : 0006811119

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien La Bouleste II est un parc composé de 5 éoliennes situées sur la commune de Flavin. Le parc a été mis en service en juillet 2018 et est exploité par la société EDPR. Tous les aérogénérateurs sont de type VESTAS V100 (puissance unitaire de 2,2 MW) d'une hauteur de mât de 80 m et d'une hauteur en bout de pale de 130 m.

Des mesures de protection pour les chiroptères (bridage préventif) et l'avifaune (SDA) sont opérationnelles conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
15	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 24	
13	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1	Sans objet
14	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Sans objet
16	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de l'inspection.

L'exploitant transmettra un porter à connaissance sur la modification du paramétrage du SDA.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Une voie d'accès carrossable mène aux éoliennes du parc. L'inspection constate que l'accès et les abords du site sont bien entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des brides
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur

trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b>  Le contrôle des brides de fixations et de la fixation des pales (brides de fixations entre la pale et le roulement de pale, entre le moyeu et le roulement de pale, etc.) ainsi que le contrôle visuel de chaque mât et bride du mât sont effectués au moins tous les 3 ans par le constructeur Vestas. Par sondage, l'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle Vestas pour l'éolienne FVN1. Les tests ont été réalisés du 08 au 10/07/2024 et ne font état d'aucun défaut sur tous les points de contrôle concernés. Ces tests sont répertoriés dans le registre numérique de l'exploitant (GMAO) indiquant la liste des tâches réalisées, les résultats du contrôle et les actions correctives mises en œuvre, le cas échéant, avec Vestas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle visuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Un contrôle visuel des pales et des éléments associés est réalisé alternativement tous les 6 mois par Vestas et par l'exploitant. Par sondage, l'éolienne FVN1 a fait l'objet des derniers contrôles suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>contrôle du 20/03/2024 par Vestas à l'aide d'un drone. Les défauts sont classés en 5 catégories : 1 ou 2 ('mineur', pas d'action nécessaire, surveillance lors de la prochaine inspection), 3 ('fonctionnel', réparation dans les 12 mois et surveillance appropriée), 4 ('sérieux', réparation dans les 6 mois et surveillance appropriée), 5 ('critique', intervention immédiate, éolienne à l'arrêt). Aucun défaut de catégorie supérieure à 3 n'a été constaté sur les 3 pales de FVN1.</li> <li>contrôle du 12/09/2024 par l'exploitant à partir de photographies : un seul défaut a été détecté sur l'une des pales (possible impact de foudre, non confirmé).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Autre, SIS
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un tableau indiquant la liste des SIS, leurs fonctionnalités et leurs fréquences de tests (capteur de vent, arrêts d'urgence, détecteur de vibration, système de freinage, etc.).</p> <p>Ces derniers sont contrôlés a minima une fois par an lors des maintenances effectuées par Vestas (via la maintenance préventive annuelle ou celle des 6 mois ; l'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle effectué en juillet 2024 pour FVN1).</p> <p>L'exploitant, en lien avec Vestas, assure un suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives, le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, SIS - Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de maintenance numérique (GMAO) qui recense les équipements de sécurité et les résultats des contrôles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux aérogénérateurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>

<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les accès à l'intérieur de l'éolienne visitée (FVN1) et au poste de livraison sont fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le numéro de l'éolienne visitée (FVN1) est parfaitement visible sur le mât. Un panneau d'information au public est positionné à l'entrée du chemin d'accès aux éoliennes et au poste de livraison, indiquant clairement les prescriptions à observer pour les tiers (numéros d'urgence, consignes de sécurité, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne visitée (FVN1) est propre et qu'aucun matériaux combustibles ou inflammables n'y est entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests équipements mise à l'arrêt
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 (...).
<b>Constats :</b>  Les tests de mise à l'arrêt (urgence, survitesse) sont effectués au moins une fois par an par le constructeur Vestas. Par sondage, l'inspection a consulté le dernier rapport de contrôle Vestas pour l'éolienne FVN1. Les tests ont été réalisés du 07 au 10/07/2024 et ne font état d'aucun défaut. Ces tests sont répertoriés dans le registre numérique de l'exploitant (GMAO) indiquant la liste des tâches réalisées, les résultats du contrôle et les actions correctives mises en œuvre, le cas échéant, avec Vestas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques et le poste de livraison sont contrôlés annuellement par un organisme agréé. Le dernier contrôle des installations électriques des 5 éoliennes du parc a été réalisé par la société SOCOTEC les 30/01/2025 (E5, E2, E3, E4) et 31/01/2025 (E1) et ne fait état d'aucune observation. Le dernier contrôle du poste de livraison a été réalisé le 08/08/2024 par SOCOTEC et ne mentionne aucun défaut. En cas d'anomalie, l'exploitant met en place les actions correctives nécessaires en lien avec le constructeur Vestas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Les déchets du parc sont stockés dans un container spécifique, fermé à clé et équipé de dispositifs de rétention. Il s'agit d'un container métallique, parfaitement étanche, conçu pour trier et stocker tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, etc.). Par sondage des bordereaux de suivi de déchets, l'inspection constate que ces derniers sont produits par la société 'EDPR FRANCE HOLDING' puis transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (société Chimirec Massif Central basée à Mende).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'inspection relève la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne visitée (FVN1). Ce dernier est contrôlé annuellement (dernière vérification réalisée en janvier 2025 par la société SOCOTEC).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Biodiversité - Chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction des facteurs d'attractivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés.

- Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.
- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.
- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

#### Constats :

Les abords immédiats de l'éolienne visitée (FVN1) sont bien entretenus et sans éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Biodiversité - Avifaune

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2

**Thème(s) :** Autre, Biomonitoring

#### Prescription contrôlée :

(...) Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.

Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.

L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du biomonitoring.

#### Constats :

Le SDA est opérationnel depuis le 09/02/2023 sur les 5 éoliennes du parc.

Afin d'évaluer les performances du SDA, une campagne de biomonitoring a été réalisée par le bureau d'études EXEN sur un total de 20 journées découpées en 4 périodes de forte activité des espèces cibles (mi-mars, fin mai, mi-juillet et fin août 2023) .

Le protocole de suivi repose sur des prises de mesures de trajectoires d'oiseaux à l'aide de jumelles à visée laser.

<p>Le rapport de biomonitoring a été transmis à l'inspection le 12/08/2024. Il en ressort que le SDA "semble susceptible de réduire les risques de mortalité, sans pour autant atteindre un seuil de protection maximal".</p> <p>Le bureau d'études préconise ainsi de modifier le paramétrage du SDA à sa sensibilité maximale (distance de détection à 500 m).</p> <p>L'exploitant indique vouloir suivre cette recommandation et transmettra un porter à connaissance à l'inspection (cf. point de contrôle suivant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Biodiversité - Avifaune

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Évaluation de l'efficacité du SDA</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA.</p> <p>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le SDA est opérationnel depuis le 09/02/2023 sur les 5 éoliennes du parc.</p> <p>Par courriel du 05/06/2024, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental (suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris avec 33 passages du 13/03 au 23/10/2023, suivi de l'activité des chauves-souris du 15/03 au 28/11/2023 au niveau de la nacelle de FVN1) réalisé par le bureau d'études EXEN en 2023.</p> <p>Il en ressort notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 6 mortalités brutes avifaune ont été constatées en 2023 (pas d'espèce cible) ;</li> <li>• L'impact quantitatif et qualitatif du parc est qualifié de faible à modéré ;</li> <li>• Les experts naturalistes préconisent d'augmenter la sensibilité du SDA et de reconduire un suivi de la mortalité en 2024.</li> </ul> <p>L'exploitant indique qu'un suivi de la mortalité a été reconduit en 2024. De plus, il propose de renforcer la sensibilité du SDA comme préconisé par EXEN à la suite du suivi biomonitoring de 2023. Toutefois, aucun porter à connaissance n'a encore été communiqué à l'inspection sur cette amélioration technique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra un porter à connaissance relatif au renforcement de la sensibilité du SDA.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 16 : Biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, DEPOBIO
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 (...).
<b>Constats :</b>  L'inspection constate, certificat de dépôt à l'appui, que l'exploitant a déposé les données brutes des différents suivis dans l'outil Depobio.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Actualisation du montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 27/10/2023, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement relatif au renouvellement des garanties financières. Il prend effet à compter du 02/11/2023 et expire le 01/11/2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite